
M.E.S., Numéro 134, Vol. 1, mai – juin 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mis en ligne : le 31 mai 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2024

QUID DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE LA RD. CONGO : ANALYSE COMPARATIVE DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

par

Jean - Lucien BUSSA TONGBA

*Chercheur indépendant et Doctorant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Université de Kinshasa*

Résumé

Sous un regard analytico-comparatif, cette réflexion se préoccupe de la question de la diversification de l'économie de la République Démocratique du Congo. Elle part de la comparaison des indicateurs macroéconomiques du pays, en prenant en compte les tendances africaine et mondiale des exportations et des importations, en vue de ressortir le potentiel que la RD. Congo viserait pour capter des fonds dans les échanges internationaux. L'étude aboutit à la conclusion selon laquelle, la RD. Congo aurait la possibilité de relancer sa croissance grâce à la diversification de sa production et de ses exportations par la mise en place d'une politique permissive des exportations et des importations. Certes, elle informe qu'outre les produits miniers, le pays possède une liste de 25 produits prioritaires non miniers aptes à quintupler les valeurs des exportations, soit 52,2 milliards sur cinq années. Voilà, pourquoi, l'étude plaide pour des politiques économiques cohérentes (son Plan d'industrialisation, la stratégie nationale de promotion des exportations et de diversification de marché (SPED), par exemple), qui doivent soutenir la trilogie: Production-Transformation-Commerce.

Mots-clés: *diversification, économie, exportation, importation, analyse comparative.*

Abstract

From an analytical-comparative perspective, this reflection concerns itself with the question of the diversification of the economy of the Democratic Republic of Congo. It starts from the comparison of the country's macroeconomic indicators, taking into account African and global trends in exports and imports, with a view to highlighting the potential that DR. Congo would aim to capture funds in international trade. The study leads to the conclusion that, the RD. Congo would have the possibility of relaunching its growth thanks to the diversification of its production and its exports by the establishment of a permissive policy of exports and imports. Certainly, she informs that in addition to mining products, the country has a list of 25 priority non-mining products capable of quintupling the values of exports, or 52.2 billion over five years. This is why the study pleads for coherent economic policies (its Industrialization Plan, the national strategy for export promotion and market diversification (SPED), for example), which must support the trilogy: Production-Transformation- Trade.

Keywords : *Diversification, Economy, Export, Import & Benchmarkin*

INTRODUCTION

L'étude porte sur l'analyse comparative des importations et exportations en vue de la diversification économique de la République Démocratique du Congo (RDC). Celle-ci, classée à son accession à l'indépendance parmi les pays les plus industrialisés d'Afrique, avec divers secteurs productifs florissants (minier, manufacturier, forestier et agricole), a connu par la suite une série de revers économiques qui ont durablement réduit sa base de production ainsi que son offre tant intérieure qu'exportable. A ce jour, l'économie de la RD. Congo est tributaire des produits primaires¹. En effet, l'analyse de la structure des exportations du pays² démontre qu'elles sont constituées jusqu'à 98% des matières premières (minerais, bois et pétrole), dont 48%³ destinées à la Chine, ce qui rend cette économie très dépendante à la fois de l'évolution du cycle des matières premières et de la demande d'un nombre réduit des pays (Chine, Afrique du Sud, Mozambique, Singapour, Hong-Kong, Tanzanie, Emirats Arabes Unis, Zambie, Suisse, Vietnam) (International Trade Center, 2022). Par ailleurs, la proportion des exportations non-minières est quasi insignifiante sans réelle valeur ajoutée. Quant aux exportations des produits manufacturés à cause de la sous-industrialisation du pays, leurs performances sont extrêmement faibles, aucun produit manufacturé en RD. Congo n'atteint 0,1% des valeurs des exportations mondiales, et ce en dépit du fait que certains sont transformés à partir des intrants provenant de la République Démocratique du Congo⁴.

Certes, la RD. Congo est également importateur des produits manufacturés (70%) et 25 % des produits de première nécessité. Ce niveau d'importations, aussi bien dans sa composition que le volume, ne reflètent

¹ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo.

² Données de l'observation en notre qualité de membre du gouvernement congolais (Ministère du Commerce extérieur)

³ En 2022 d'après les données de l'International Trade Center

⁴ Données de l'observation en notre qualité de membre du gouvernement congolais (Ministère du Commerce extérieur)

pas des choix en matière de politique d'industrialisation ou de commerce international susceptible de booster la croissance économique à travers la transformation industrielle. La dépendance du pays aux produits de première nécessité importés pour couvrir le besoin intérieur,⁵ loin de permettre au pays de tirer profit des gains du Commerce international à travers la relance de l'économie congolaise au regard des potentialités dont dispose le pays, la rend de plus en plus vulnérable face aux chocs exogènes. Et pourtant, le démarrage du processus d'industrialisation devrait découler des priorités à accorder à la politique commerciale ou à la politique industrielle. Le faible volume des exportations et l'étranglement de la gamme des produits exportés comme l'indique sa structure (98 % produits) primaire traduisent le manque de dynamisme de l'investissement suffisant et le faible niveau d'industrialisation du pays. C'est pourquoi, au regard des crises actuelles, qu'elles soient financières, sanitaires (Pandémie de COVID 19), sécuritaires (la guerre Russo-Ukrainienne ainsi qu'à l'Est du pays) ou climatiques, il y a lieu de relever l'évidence et l'urgence d'une diversification économique⁶.

En effet, ayant renoué avec la croissance économique en 2002, les perspectives de croissance pour la RD. Congo, selon la Banque Centrale du Congo les institutions internationales (Fonds Monétaire International et Banque mondiale) demeurent encourageantes. Selon ces institutions, l'économie du pays demeure résiliente et dynamique ; sa croissance économique a atteint 8,9 % en 2022 et s'est située à 6,8 % en 2023⁷. Cependant, la croissance économique doit permettre qu'au cours du temps, la population puisse disposer de plus en plus de biens et services. Or, une croissance du Produit Intérieur Brut à partir d'une base étroite, comme c'est le cas pour la RD. Congo, n'est pas de nature à améliorer substantiellement le niveau de vie de la population mesuré par le PIB/Hab. Par ailleurs, une analyse comparative des indicateurs macroéconomiques de la RDC avec un référentiel des pays indique que l'économie congolaise évolue en sous régime, bien qu'elle aligne des taux de croissance élevés. La RD. Congo se trouve dans la catégorie des pays sous-développés où on admet l'existence des ressources inemployées de travail et de capital. Dans cette catégorie des pays, les importations ont un rôle de catalyseur qui permet d'en combiner certaines dans le but d'exploiter les possibilités relevées par elles⁸.

Tableau I. Les indicateurs économiques de la RDC

Pays	Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
AFRIQUE DU SUD	PIB "milliards USD"	349,01	353,05	358,42	359,51	336,71	353,25	360,47
	PIB/HAB	6186	6233	6251	6189	5726	5948	6019
	Tx de CR	0.66	1.16	1.52	0.3	-6.34	4.91	2.04
BRESIL	PIB "milliards USD"	1743,17	1766,23	1797,73	1819,68	1760,05	1847,86	1901,46
	PIB/HAB	8427	8471	8554	8592	8256	8622	8831
	Tx de CR	-3.28	1.32	1.78	1.22	-3.28	4.99	2.9
NIGERIA	PIB "milliards USD"	485,05	488,96	498,36	509,37	500,23	518,47	535,33
	PIB/HAB	2571	2527	2512	2505	2401	2430	2450
	Tx de CR	-1.62	0.81	1.92	2.21	-1.79	3.65	3.25

⁵ LAHSEN ABDELKHALKI, HAKIM BEN HAMOUDA, KARIMA BOUNEMRA BEN SOLTANE, ANNA LIPCHITZ, NASSIM OULMANE, et al.. *Mondialisation et développement durable: les effets économiques, sociaux et environnementaux de l'ouverture commerciale: Application aux pays du Maghreb et du Proche-Orient*. Synthèse du colloque organisé par la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UN- ECA) et par le GATE (UMR 5824 du CNRS, Université Lyon 2). 2008.

⁶ Données recueillies au Ministère du Commerce extérieur de la RDC

⁷ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

⁸ *Idem*.

RDC	PIB " milliards USD"	38,82	40,27	42,61	44,48	45,25	48,06	52,35
	PIB/HAB	476,81	477,84	489,38	494,81	487,43	501,23	528,78
	Tx de CR	2.41	3.73	5.82	4.38	1.74	6.21	8.92

Source : A partir de la base des données de perspective monde/ université de Sherbrooke

La lecture de ce tableau renseigne que se focaliser sur le taux de croissance seul pour juger du dynamisme d'une économie peut être déroutant. C'est le cas de la RDC en 2022. Avec un taux de croissance de 8,92 %, de loin supérieur à celui réalisé par les trois autres pays identifiés dans cette liste, son PIB en valeur est dix fois plus faible que celui du Nigeria, trente-six fois moins que celui du Brésil et sept fois plus faible que celui de l'Afrique du Sud. Ainsi, se dégage-t-il la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de diverses politiques sectorielles susceptibles d'utiliser efficacement les ressources multiples et variées, largement sous utilisées, dont dispose l'économie congolaise. A ce titre, le secteur exportateur doit jouer un rôle clé à l'exemple de plusieurs pays d'Asie et d'Afrique (Afrique du Sud, Ghana, Kenya...) qui ont basé leurs stratégies de croissance sur le rôle primordial joué par les exportations. Ce rôle doit être appuyé par des modèles correctifs spécifiques vis-à-vis des secteurs générant d'importantes demandes d'importation pour réduire la facture des importations et améliorer la structure de la balance commerciale du pays d'une part et d'autre part, de changer l'orientation des importations en faveur de la dynamique d'industrialisation du pays visant l'amélioration de l'offre intérieure et la conquête des débouchés extérieurs.

Voilà pourquoi, par cette modeste étude, nous nous engageons à analyser la problématique de diversification de l'économie congolaise (RDC) par la mise en place d'une bonne politique⁹ des exportations et des importations. L'hypothèse qui sous-tend l'analyse est la suivante : la relance de la croissance économique de la RD. Congo serait tributaire du commerce extérieur grâce à la mise en place d'une politique économique cohérente visant la diversification de production. Pour y parvenir, nous faisons recours à la méthode analytico-comparative, soutenue par la documentation et l'observation comme techniques de collecte des données¹⁰. Le présent article compte quatre (4) parties, hormis l'introduction et la conclusion, à savoir : (i) la première partie concerne les tendances et parts mondiales des exportations de la RDC; (ii) la deuxième partie présente la tendance et structure des importations; (iii) la troisième partie énonce la tendance du solde commercial général et bilatéral et (iv) la quatrième partie porte sur la diversification économique qui constitue une priorité de politique publique selon les résultats des analyses comparatives réalisées.

I. TENDANCES ET PARTS MONDIALES DES EXPORTATIONS DE LA RD. CONGO

Globalement, la moyenne annuelle des exportations de la RDC (19.872.219,4 milliers de USD)¹¹ est bien faible en comparaison à celle d'un référentiel de pays ayant pratiquement les mêmes fondamentaux économiques avec elle.

Tableau II. Valeur des exportations de quelques partenaires commerciaux africains en 2020.

N°	Pays	Exportation (USD)	PIB (USD constants de 2010)	Exportation/PIB (USD courants)
1	Afrique du Sud	90.419.473.000,00	430.166.850.678,94	26%
2	Nigeria	53.624.701.000,00	477.161.826.016,25	12%
3	Brésil	222.668.000.000,00	1.819.683.008.431	12%
4	Ghana	16.768.275.000,00	57.193.544.870,31	25%
5	RDC	13.382.297.000,00	36.767.977.989,35	27%

Source : Centre du commerce international (CCI), basé sur les données de COMTRADE 2020.

⁹W. BOLIMA BOLITSI, « Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'État dans l'émergence des Dragons d'Asie orientale. « Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la R. D. Congo ? », dans *M.E.S.*, n° 56 du Septembre-Octobre, Kinshasa-R.D.C, 2009, pp. 33- 72 ;

¹⁰ KUNYUSA, B. G., & SHOMBA, K. S., *Initiation aux méthodes de recherche en Sciences sociales*, Kinshasa, P.U.Z, 1995, pp. 106- 113, ainsi que F. ESISO ASIA – AMANI, *Manuel de méthodologie en sciences sociales*, UNIKIS, RD. Congo, Ed. de l'IRKA, PUK, *passim*.

¹¹ Source : ITC

Il ressort de ces données que le volume des exportations des pays est tributaire de sa base économique et le niveau des richesses produites par les économies respectives. Plus le PIB est élevé, mieux se porte la valeur des exportations et une relation circulaire s'impose. Plus les recettes d'exportation augmentent, mieux l'orientation des investissements tourne vers la production des biens exportables et plus le pays tire plus de gain à commercer avec le reste du monde. A titre d'exemple, en moyenne, la RDC exporte sept fois moins que l'Afrique du Sud et quatre fois moins que le Nigeria.

1.1. Parts mondiales des exportations de la RDC

Une analyse de la tendance des exportations mondiales révèle, en ordre d'importance que les combustibles fossiles sont les produits primaires les plus exportés au monde, avec un niveau des échanges atteignant 1800 milliards de dollars américains. Pour cette catégorie des produits, la part de la RDC est de 0,03%, loin derrière le Nigeria, leader africain dont la part est évaluée à 1,97%¹².

Tableau III. Les 5 catégories de produits primaires les plus échangés dans le monde en 2020 en USD

N°	Produit	Monde			RDC		Premier pays exportateur en Afrique			
		Valeur de l'échange mondial (USD)	Leader mondial	Valeur exportée (USD)	% de l'échange mondial	Valeur exportée (USD)	% de l'échange mondial	Pays	Valeur exportée (USD)	% de l'échange mondial
1	Combustibles fossiles	2.600 milliards	Émirats arabes unis	300 milliards	11,54%	700 millions	0,03%	Nigeria	50,6 milliards	1,95%
2	Métaux et minéraux	1.500 milliards	Australie	110 milliards	7,86%	12,9 milliards	0,92%	Afrique du Sud	48 milliards	3,43%
3	Produits agricoles	1.200 milliards	États-Unis	118 milliards	9,83%	131 millions	0,01%	Côte d'Ivoire	8,8 milliards	0,73%
4	Produits forestiers	165 milliards	Canada	16,5 milliards	10%	91,9 millions	0,06%	Afrique du Sud	1,2 milliards	0,73%
5	Perles et pierres précieuses	118 milliards	Inde	25 milliards	21,19%	212 millions	0,18%	Afrique du Sud	8,2 milliards	6,95%

Source : resourcetrade.earth, basé sur les données de COMTRADE 2019.

Suivent respectivement : les métaux et minéraux (1500 milliards USD), dont la part de la RDC est de 0,92% (derrière l'Afrique du Sud avec 3,18 %) ; les produits agricoles (1 200 milliards USD), dont la part de la RDC est de 0,012% (derrière la Côte d'Ivoire 0,79%) ; les produits forestiers (154 milliards USD) dont 0,071% pour la RDC, loin derrière l'Afrique du Sud (0,71%) ; et les perles et pierres précieuses (83 milliards USD), dont la part de la RDC, 0,18% est loin derrière l'Afrique du Sud (7,23%). Pour tous ces produits confondus, les exportations de la RDC se situent loin en deçà de celles des leaders africains ci-haut cités.

1.2. Analyse désagrégée des exportations par filières non minières

La littérature indique que la part des exportations de la RDC en valeur comme en volume est parmi les plus faibles du monde et même du continent (produits primaires et manufacturiers incluant les biens d'équipements et les technologies)¹³.

Tableau IV. Valeurs des échanges mondiaux des produits primaires hors miniers¹⁴ en 2020.

N°	Catégorie	Monde	RDC		Leader en Afrique		
		Valeur (USD)	Valeur exportée (USD)	% échange mondial	Pays	Valeur exportée (USD)	% échange mondial
1	Oléagineux	192 milliards	5,5 millions	0,003%	Soudan	896 millions	0,47%
2	Céréales	140 milliards	12,2 millions	0,01%	Afrique du Sud	616 millions	0,44%
3	Fruits et baies	123 milliards	130 mille	0,0001%	Afrique du Sud	4,2 milliards	3,41%
4	Légumes	58,3 milliards	719 mille	0,001%	Maroc	1,6 milliards	2,74%

¹² Données recueillies au Ministère du Commerce extérieur de la RDC

¹³ A ce sujet, lire utilement, W. BOLIMA BOLITSI, « Le cacao durable dans la diversification de l'économie congolaise. Esquisse d'une sociologie de l'économie cacaoyère durable en RD. Congo », dans la *Revue LASK*, Numéro spécial 2020, Décembre 2020 - Mars 2021, Kinshasa- RD. Congo, 2023, pp. 231 – 244

¹⁴Cr. Annexe 2 pour un tableau plus détaillé. Dans ce tableau on présente les produits pour lesquels la RDC dispose d'un avantage comparatif.

N°	Catégorie	Monde	RDC		Leader en Afrique		
		Valeur (USD)	Valeur exportée (USD)	% échange mondial	Pays	Valeur exportée (USD)	% échange mondial
5	Plantes	24,6 milliards	12,8 millions	0,05%	Kenya	772 millions	3,14%
6	Poissons et ressources aquatiques	124 milliards	1,4 millions	0,001%	Mauritanie	1,5 milliards	1,21%
7	Viande	134 milliards	11,3 mille	0,00001%	Afrique du Sud	228 millions	0,17%
8	Animaux vivants	22,5 milliards	85,6 mille	0,0004%	Soudan	504 millions	2,24%
9	Minéraux industriels	61,2 milliards	487 mille	0,001%	Maroc	1,5 milliards	2,45%
10	Autres produits agricoles	101 milliards	286 mille	0,0003%	Afrique du Sud	979 millions	0,97%
11	Les grumes et le bois scié	17,6 milliards	55 millions	0,31%	Congo, République	285 millions	1,62%

Source : resourcetrade.earth, basé sur les données de COMTRADE 2020.

Les valeurs reprises dans ce tableau permettent de constater que la RDC est quasi absente des principaux marchés internationaux des produits non miniers. Ces constats ont conduit le Gouvernement, à mettre en place une stratégie de promotion des exportations pour exploiter pleinement le potentiel de production du pays en vue de diversifier les exportations et de gagner des parts des marchés mondiaux, en ciblant des partenaires clés¹⁵

II. TENDANCE ET STRUCTURE DES IMPORTATIONS

En ce qui concerne la tendance des importations, un regard sur cinq années indique une facture insoutenable pour le pays en fonction du revenu national. Précisément, les importations des marchandises ont occasionné une dépense de 26,9 millions USD en 2022 et une moyenne de 12,4 millions USD ces cinq dernières années. L'analyse de la structure des importations sur cinq années montre que la quasi-totalité de postes d'importations sont récurrentes. Les machines, les produits chimiques et alimentaires présentent une facture tendanciellement croissante, avec des valeurs moyennes respectives de 1.399 millions USD, 973 millions USD et 511 millions USD. Les métaux, les produits minéraux ainsi que le matériel de transport affichent une tendance quasi constante en termes de facture d'importation respectivement de l'ordre de 587,8 millions USD, 538,8 millions USD et 459,7 millions USD en moyenne sur cinq années. L'analyse de la structure des importations de la RDC laisse transparaître une politique d'importation qui ne découle nullement d'un processus d'industrialisation dynamique du pays. Bien au contraire, une politique accommodante d'importation bénéficiant des mesures douanières et incitatives en faveur des technologies, d'équipements et des biens intermédiaires aurait été le reflet d'une politique d'industrialisation soutenue par une politique commerciale ambitieuse. De même, une politique d'importation des biens intermédiaires permettant au pays de profiter des avantages comparatifs de certains segments de production intérieure, peut à coup sûr favoriser la croissance des exportations (comme par exemple l'assemblage)¹⁶.

« D'après Herschman : « Dès qu'on admet l'existence dans les pays non -développés, des ressources inemployées de travail et de capital, les importations ont un rôle catalyseur qui permet d'en combiner certaines dans le but d'exploiter les possibilités révélées par elles »¹⁷. Au Japon, puis dans les Nouveaux Pays Industrialisés et ensuite, en Asie de l'Est et en Chine, le recours systématique aux importations des produits intermédiaires a accéléré la transformation de la structure industrielle et la croissance des exportations. Dans ce mécanisme, les exportations incorporent la valeur ajoutée nationale et des composantes importées. Ce qui entraîne par voie de conséquence l'élargissement de la base économique et la croissance des exportations.

¹⁵ Données recueillies au Ministère du Commerce extérieur de la RDC

¹⁶ Données recueillies au Ministère du Commerce extérieur de la RDC

¹⁷ HERSCHMAN, cité par MUBAKE MUMENE, La politique industrielle du Zaïre et la zone franche d'Inga, vers une stratégie d'industrialisation, Editions du CERDAF, Bruxelles, 1984.

D'où l'urgence de la mise en œuvre de politique des importations susceptibles de promouvoir l'industrialisation et les exportations.¹⁸

III. TENDANCES DU SOLDE COMMERCIAL GENERAL ET BILATERAL

A première vue, notre balance commerciale générale est structurellement positive tel que le montre le tableau V ci-dessous.

Tableau V. Balance commerciale générale de la RDC de 2015-2019

	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Exportation						
En milliers USD	20.004.285	13.382.299	14.122.147	22.334.312	29.518.054	99.361.097
Importation						
En milliers USD	7.930.393	8.824.802	6.663.099	11.971.835	26.996.482	2.386.611
(Exportation Importation)	- 12.073.892	4.557.497	7.459.048	10.362.477	2.521.572	36.974.486

Source : [International Trade Centre](#)

Néanmoins cette tendance paraît trompeuse lorsqu'on examine d'une part, les relations commerciales bilatérales du pays avec ses principaux partenaires et, d'autre part la structure des échanges commerciaux.

Tableau VI. Balance commerciale bilatérale en RDC- principaux partenaires commerciaux.

BALANCE COMMERCIALE BILATERALE, en USD						
N°	ANNEE	EU	US	COMESA	CHINA	MONDE
1	2017	-250 millions	10,3 millions	348 millions	2,27 milliards	1,85 milliards
2	2018	-351 millions	-19,5 millions	661 millions	3,84 milliards	3,42 milliards
3	2019	-303 millions	-102 millions	411 millions	2,25 milliards	885,60 millions
4	2020	-673 millions	-1,410 millions	761 millions	4,106 millions	7,459 millions
5	2021	-1,365 millions	-587 millions	762 millions	7,330 millions	10,362 millions
6	2022	-3,081 millions	-582 millions	-241 millions	8,101 millions	2,521 millions

Source : <https://comtrade.un.org/>

La RDC dégage depuis 2017 un solde excédentaire important avec la Chine et le COMESA qui éponge les déficits bilatéraux commerciaux avec d'autres partenaires notamment l'Union Européenne et les Etats-Unis. Ces excédents très fragiles proviennent principalement des exportations des produits miniers, tel qu'affirmé plus haut.

IV. RÉSULTAT: LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN TANT QUE PRIORITE DE POLITIQUE PUBLIQUE

La diversification économique est considérée comme une composante essentielle du développement économique grâce à laquelle un pays s'oriente vers une structure de production et d'échanges plus variée.¹⁹ Elle n'est pas possible sans un processus d'industrialisation conséquente et des politiques commerciales efficaces. Selon la Banque mondiale, l'économie se diversifie lorsque la production nationale s'oriente vers de nouvelles activités au sein des secteurs et entre eux. Elle couvre de nombreux secteurs et sous-secteurs de

¹⁸ Ministère de l'Industrie (2020), Plan Directeur d'Industrialisation de la RDC. Adopté le 9 juillet 2021 par le Conseil des Ministres.

¹⁹ W. BOLIMA BOLITSI, « Le cacao durable dans la diversification de l'économie congolaise. Esquisse d'une sociologie de l'économie cacaoyère durable en RD. Congo », Article –déjà cité, pp. 231 – 244

l'économie et implique la diversification des exportations, le développement de l'agriculture, des politiques d'industrialisation, une dynamique forte de l'investissement.

La littérature identifie plusieurs facteurs pour expliquer le processus de diversification, notamment en Afrique. La première série de facteurs est liée au niveau de revenu dans une économie. Ainsi, la diversification augmente avec le développement économique, ce qui met l'accent sur l'importance d'une gestion saine des facteurs macroéconomiques dans les efforts de diversification des économies. Un autre facteur déterminant de la diversification est la hausse des investissements qui s'est souvent traduite par une ouverture poussée à une pluralité des activités productives et par la réalisation des valeurs ajoutées afin d'accroître le pourcentage des produits manufacturés disponibles grâce à l'industrialisation dans l'économie et pour les exportations²⁰.

4.1. Diversification économique, diversification des exportations et expansion des marchés

Sur le plan théorique, la diversification économique et la diversification des exportations sont deux notions distinctes, même si dans la pratique, ces deux politiques se rejoignent autour d'objectifs communs. En effet, la politique commerciale peut venir à l'appui de la diversification économique par l'identification des secteurs porteurs pour lesquels le pays dispose des avantages comparatifs et des débouchés certains. C'est pourquoi, le Gouvernement de la République s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre plusieurs outils stratégiques sectoriels dont le plan directeur de l'industrialisation, le programme agricole volontaire et une Stratégie de Promotion des Exportations et de Diversification des marchés de la RDC (SPED-RDC) entre autres.

4.2. Potentiel des exportations²¹

Puisque les exportations (l'offre) sont un moyen de répondre aux importations (la demande), la SPED-RDC a analysé le dynamisme du marché international, pour chaque type de produits importés par le reste du monde. En se basant sur diverses études sur le potentiel économique de la RDC ainsi que sur les données statistiques fournies par la Banque Centrale du Congo et le Centre du Commerce International (CCI), il a été possible, à l'aide d'une méthodologie rigoureuse d'identifier un grand nombre de produits d'exportation. Sur un éventail de 6300 produits potentiellement exportables, pour lesquels il existe un énorme potentiel, la RDC n'exporte que 837 articles selon le CCI (2019)²².

Cependant, il faut relever que le secteur exportateur fait face à de nombreuses contraintes, liées à la vétusté et l'obsolescence de l'outil de production, à la faible compétitivité de l'économie et des produits sur les marchés internationaux à cause de l'environnement des affaires assez peu incitatifs, mais également à des contraintes d'ordre logistique, infrastructurel, organisationnel, technologique, financier et institutionnel. L'opposé de ce constat est qu'en adoptant des mesures adéquates en matière de production et des exportations, la RDC pourra cibler un marché très large pour une gamme très variée de produits. Cela suggère, d'une part, que pour la grande majorité des articles produits par la RDC, et pour ceux qui disposent d'un potentiel de production avéré, atteindre la cible de 1% de la demande mondiale pour les produits non miniers et 10% pour les produits miniers, d'abord dans un horizon de cinq ans, nécessite des politiques sectorielles ambitieuses, claires et cohérentes.

4.3. Produits cibles²³

En tenant compte de la capacité productive du pays, la SPED-RDC a retenu 9 secteurs, 85 filières dont 23 traditionnelles et 62 de diversification. Cependant, le Gouvernement ne devrait pas promouvoir simultanément toutes les filières identifiées, des critères additionnels sont indispensables pour définir, partant des 85 filières identifiées, une liste des filières prioritaires en fonction des éléments ci-après :

- les possibilités de connexion de ces produits aux chaînes de valeurs mondiales et régionales, surtout du point de vue de l'intégration africaine recherchée par la ZLECAf;
- les valeurs de base à l'exportation, élaborées par la Commission nationale des mercuriales telles qu'elles sont mises en application par la DGDA;

²⁰ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

²¹ E. LOMBEYA BOSONGO, L., « Les agents et facteurs internes de la malédiction des ressources naturelles », dans Cahiers Economiques et Sociaux de l'IRE, Numéro spécial (60 ans), Eds. PUK, 2017, pp. 265-278.

²² Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

²³ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

- les produits ayant un impact positif et rapide sur l'économie nationale (notamment dans la création des emplois), mais aussi et surtout sur le vécu quotidien des populations paysannes productrices;
- L'effectivité du traitement préférentiel des produits bénéficiaires de ces régimes.

La liste des produits prioritaires sélectionnés se présente comme suit²⁴ :

- **Le secteur minier : 7 filières**

De tous les produits miniers, traditionnels ou de diversification, les 6 filières ci-après sont retenues, en raison de leur utilisation de plus en plus accrue dans l'industrie moderne :

- (1) les produits stannifères à savoir la cassitérite, le coltan et le wolframite, communément appelés la filière 3T utilisés notamment dans la production des appareils électroniques;
- (2) le lithium et (3) le cobalt, utilisés dans la production des batteries pour voitures électriques ;
- (4) le cuivre, en raison de ses utilisations accrues dans le domaine de l'électricité, notamment pour la production des câbles électriques;
- (5) le diamant travaillé (à l'excl. des diamants industriels) ;
- (6) le palladium et
- (7) l'or qui avec le n°5 et 6 bénéficient tous d'un régime de franchise pour le marché AGOA.

- **Les secteurs non miniers : 6 secteurs et 18 filières**

a) Le secteur forestier : deux filières

- **Les bois tropicaux**, suivant les différentes espèces identifiées dans les valeurs de base à l'exportation (doussé, iroko, wenge, sapelli, afromosia, limba, tola, okoumé, etc.).

Ces produits permettent une grande diversification des exportations parce que susceptibles d'être utilisés dans la production des articles ci-après ²⁵:

- (1) les panneaux de particules, les bois feuillards, les piquets et pieux de bois ;
- (2) les traverses, pour voies ferrées ;
- (3) les éclats moulus ou concassés pour usages en parfumerie ou en médecine ;
- (4) les bois de construction ou pour futailles et autres cuves de vins ;
- (5) les bois pour parquets et articles similaires pour revêtement des sols et des plafonds, etc.

- **Le caoutchouc.**

b) Le secteur agricole : neuf filières

- **Les trois plantes stimulantes** (café, cacao et thé), qui permettent de produire :

- (1) pour le cacao, le beurre, la graisse et l'huile de cacao, la poudre de cacao, le chocolat et ses préparations ;
- (2) pour le café, le café torréfié, caféiné ou décaféiné ;
- (3) pour le thé, le thé noir, le thé vert, le thé aromatisé et le thé fermenté.
 - Le soja
 - le sucre ;
 - le tabac ;
 - Le gingembre ;
 - Poivre/piment ;
 - les légumes ;
 - Quatre fruits (bananes, goyaves, ananas et avocats) qui sont transformables en jus, gelées, marmelades, purées et pâtes obtenus par cuisson, avec ou sans addition de sucre et d'autres édulcorants ;
 - les oléagineux (huiles de palme, d'arachide et de sésame) pour la production des savons, des margarines et pâtes à tartiner ainsi que des huiles de cuisson.

²⁴ *Idem*

²⁵ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

- c) Le secteur élevage : une filière
Les animaux vivants, pour les zoos ou pour d'autres usages : production des aliments mais aussi divers usages en médecine.
- d) Le secteur de la pêche : deux filières
 - les poissons ;
 - les crustacés, pour diverses préparations alimentaires et conserves ;
- e) Le secteur de l'Artisanat : deux filières
 - les cuirs ;
 - les peaux et pelleteries pour la production de divers articles de maroquinerie.
- f) Les produits chimiques : deux filières
 - les plantes vivantes ;
 - les plantes médicinales pour usage en pharmacie, en parfumerie et dans la production des insecticides²⁶.

Ainsi, des objectifs stratégiques visant 1% de part de marché pour le secteur non minier et 10 % pour le secteur minier qui renvoient à la mise en œuvre des politiques économiques cohérentes permettant de soutenir la trilogie production - transformation - commerce, il est possible de quintupler les valeurs des exportations de la RDC en cinq ans et atteindre 52,2 milliards USD pour les 25 filières prioritaires.²⁷

4.4. Expansion des marchés

La méthodologie de diversification des marchés peut être inspirée par les impératifs d'intégration régionale et d'identification de nouveaux marchés d'exportation. Une stratégie d'exportation équilibrée vise à consolider la part de marché actuelle du pays sur les marchés traditionnels, notamment ceux de l'Union Européenne et de la Chine, tout en gagnant des parts dans les nouveaux marchés émergents à forte croissance, notamment ceux d'Afrique, des autres pays asiatiques, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. La SPED s'est tout d'abord focalisée à trouver des marchés pour les produits prioritaires retenus. A cette fin, une analyse des marchés cibles par filière a été réalisée en adoptant la procédure suivante²⁸ :

- Identifier le meilleur exportateur africain ;
- Identifier les principales destinations d'exportation du meilleur exportateur africain pour chaque catégorie de produits ;
- Prendre en considération, à partir de cette identification, pour chaque catégorie de produit les marchés de destination dont la valeur des importations est supérieure ou égale à 1.000.000 de dollars US ;
- Cibler ces pays importateurs comme les marchés-cibles prioritaires de la RDC.

En analysant le comportement des leaders africains dans l'expansion de leurs marchés, on se rend compte, à titre d'exemple, que pour une seule filière, 3 principales puissances commerciales africaines, l'Afrique du Sud pour les fruits atteint 76 marchés internationaux ; la Côte d'Ivoire le cacao et les préparations à base de cacao atteint 52 pays et le Kenya 26 débouchés pour les arbres et autres plantes vivantes. La stratégie s'est également focalisée sur les impératifs d'intégration régionale. Compte tenu des engagements de la RD. Congo pour l'intégration économique régionale et son appartenance à la ZLECAf, il y a lieu de considérer également, comme marchés-cibles prioritaires, tous les importateurs africains des produits retenus²⁹.

Discussions

Le résultat de nos analyses montrent que la diversification économique reste un mécanisme susceptible d'entretenir et d'accélérer la croissance économique, de réduire la vulnérabilité de l'économie, de générer des emplois en établissant une base de production industrielle solide et en créant de la valeur ajoutée grâce à des liens en aval, de promouvoir les exportations ainsi que d'adopter une politique d'importation ayant pour finalité l'industrialisation et la croissance des exportations en lieu et place de celle qui fait dépendre le pays

²⁶ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

²⁷ *Idem.*

²⁸ *Ibidem.*

²⁹ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

du complément de l'offre internationale s'agissant des biens de première nécessité. Pour modifier la structure de production et du commerce extérieur de la RDC, des recommandations suivantes méritent d'être suivies³⁰ :

- mise en œuvre du Plan Directeur de l'industrialisation et poursuivre la mise en œuvre des Zones Economiques Spéciales à l'instar de celle de Maluku ;
- promouvoir des mesures incitatives en faveur de l'industrialisation du pays (mesures douanières et fiscales) ;
- créer les conditions propices à l'attrait des investissements privés tant nationaux qu'étrangers dans les secteurs porteurs de croissance à effet multiplicateur prouvés dans d'autres économies.
- utiliser les différents leviers de l'intégration internationale dont le levier de l'intégration internationale :
 - importation de technologies et biens d'équipements (politiques douanières et parfois fiscales accommodantes, incitatives) ;
 - importation des produits intermédiaires et insertion dans la division verticale (seconde modalité d'accélération du processus industriel) ;
 - un pays peut disposer d'un avantage comparatif dans certains segments du processus de production comme par exemple l'assemblage = élargissement de la capacité d'offre locale ⇒ croissance des exportations ;
 - ouverture aux investissements directs étrangers ;
 - accès aux marchés d'exportation qui permet de découpler la production de la demande intérieure ;
 - le recours aux financements étrangers, bancaires et de portefeuille.

CONCLUSION

L'étude a abordé la question de la diversification de l'économie congolaise par la comparative des importations et exportations. L'analyse a porté sur l'existant en RD. Congo et sur le potentiel mondial et africain, soutenue par la comparaison des structures, des tendances et des parts des exportations et importations des pays avec lesquels la République Démocratique du Congo commerce et avec ceux qui occupent la position de leader en Afrique, en Asie, en Europe, aux Etats-Unis (du monde, en général)³¹. Certes, l'analyse a révélé que la RD. Congo est à même de rattraper son retard économique en se basant en outre sur une politique commerciale à même de mobiliser les autres secteurs de l'économie et en profitant, comme le dit Gersecher Kron dans son étude sur le développement économique de l'Europe, des avantages des « tards-venus » en ce que : « un pays en retard dispose d'un avantage que n'avaient pas ce qui le précédaient :

- l'existence des pays avancés comme source de technologies, de qualifications et d'équipements ;
- les modèles de plusieurs pays émergents et surtout les voies empruntées par ces derniers, sont des sources d'inspirations de nature à forger la RD. Congo à mettre en œuvre des politiques commerciales susceptible de rendre plus performante l'économie du pays et lui permettre de tirer profit du gain du Commerce international.

Tout en interpellant les acteurs politico-étatiques congolais dans leur agir historique, nous soulignons que des recommandations formulées à travers cette production scientifique, constituent notre modeste contribution dans la recherche de la diversification de l'économie de la République Démocratique du Congo.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- ANAPI (2021), Quelles sont les filières industrielles prioritaires de la RDC?
- BANQUE MONDIALE, Doing Business 2019.
- BERISHA-KRASNIQI Valdete, BOUËT Antoine, MEVEL Simon, « Les accords de partenariat économique. Quels enjeux pour le Sénégal ? », *Revue de l'OFCE*, 2008/4 (n° 107), p. 65-116
- BOLIMA BOLITSI, W., « Le cacao durable dans la diversification de l'économie congolaise. Esquisse d'une sociologie de l'économie cacaoyère durable en RD. Congo », dans la *Revue LASK*, Numéro spécial 2020, Décembre 2020 - Mars 2021, Kinshasa- RD. Congo, 2023

³⁰ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

³¹ Ministère Du Commerce Extérieur (2021), Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo et Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)

- BOLIMA BOLITSI, W., « Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'État dans l'émergence des Dragons d'Asie orientale. « Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la R. D. Congo ? », dans *M.E.S*, n° 56 du Septembre-Octobre, Kinshasa- R.D.C, 2009, pp. 33- 72
- FEC, Veille juridique en entreprise, numéro spécial, novembre 2020, « Régime juridique, fiscal et administratif des zones économiques spéciales en RDC et opportunités d'affaires dans la zone pilote de Maluku.
- JACQUEMOT Pierre, « Perspectives économiques pour l'Afrique subsaharienne. Questions et scénarios », *L'Économie politique*, 2013/3 (n° 59), p. 6-33.
- JEAN-LUC GAFFARD ET FRANCESCO SARACERNO (2008), *Croissance par les exportations, Fragilité financière et gradualisme. Quels défis pour la Chine?* Revue Economique 2008 Vol.59/Pages 1059-1073.
- KARINGI, STEPHEN N.; UNITED NATIONS. ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA. AFRICAN TRADE POLICY CENTRE; UNITED NATIONS. ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA. TRADE AND REGIONAL INTEGRATION DIVISION (2004-09). *Évaluation de l'impact de l'accord de partenariat économique entre les pays de la CEMAC et l'Union Européenne*. CAPC travail en cours; no. 23. no. 23, vi, 52 p : Addis Ababa :. © UN. ECA,
- KARINGI, STEPHEN N.; UNITED NATIONS. ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA; CENTRE AFRIQUE DE POLITIQUE COMMERCIALES (2005-09). *Effets des accords de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique sur l'économie et le bien-être*. CAPC travail en cours;; no. 22. no. 22, 100 p. Addis Ababa.
- KUNYUSA, B. G., & SHOMBA, K. S., *Initiation aux méthodes de recherche en Sciences sociales*, Kinshasa, P.U.Z, 1995, pp. 106- 113, ainsi que F. ESISO ASIA – AMANI, *Manuel de méthodologie en sciences sociales*, UNIKIS, RD. Congo, Ed. de l'IRKA, PUK, *passim*.
- LAHSEN ABDELKMALIKI, HAKIM BEN HAMOUDA, KARIMA BOUNEMRA BEN SOLTANE, ANNA LIPCHITZ, NASSIM OULMANE, ET AL.. *Mondialisation et développement durable: les effets économiques, sociaux et environnementaux de l'ouverture commerciale: Application aux pays du Maghreb et du Proche-Orient. Synthèse du colloque organisé par la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UN- ECA) et par le GATE (UMR 5824 du CNRS, Université Lyon 2)*. 2008.
- LOMBEYA BOSONGO, L., « Les agents et facteurs internes de la malédiction des ressources naturelles », dans *Cahiers Economiques et Sociaux de l'IREs*, Numéro spécial (60 ans), Eds. PUK, 2017, pp. 265-278.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2013), *Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)*.
- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (2020), *Plan Directeur d'Industrialisation de la RDC*. Adopté le 9 juillet 2021 par le Conseil des Ministres.
- MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (2019), *Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce, (EDIC) République Démocratique du Congo*, CNUCED et CIR.
- MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (2021), *Mesures Economiques Nécessaires En Vue De La Stratégie Nationale De La Promotion Et La Diversification Des Exportations De La République Démocratique Du Congo*.
- MUBAKE MUMENE, *La politique industrielle du Zaïre et la zone franche d'Inga, vers une stratégie d'industrialisation*, Editions du CERDAF, Bruxelles, 1984.
- OMC (2016), *Rapport du Secrétariat - WT/TPR/S 339* du 11 mai 2016.
- OMC, « *Etat des lieux du commerce de la RDC avec ses partenaires et stratégies pour booster les exportations* ».
- *Perspectives économiques en RDC*, Banque africaine de développement, 2017.
- *Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2014-2020)*
- *Statistiques des World Development Indicator (19/01/2019)*, Banque Mondiale.
- STIGLITZ, J., *Un autre monde, contre le fanatisme du marché*, Paris, Fayard, 2006.